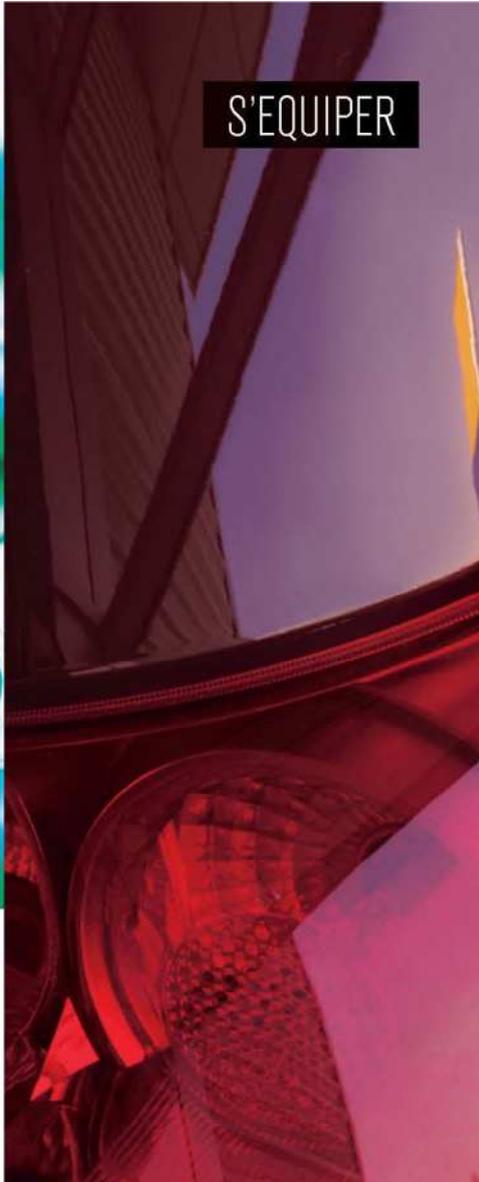
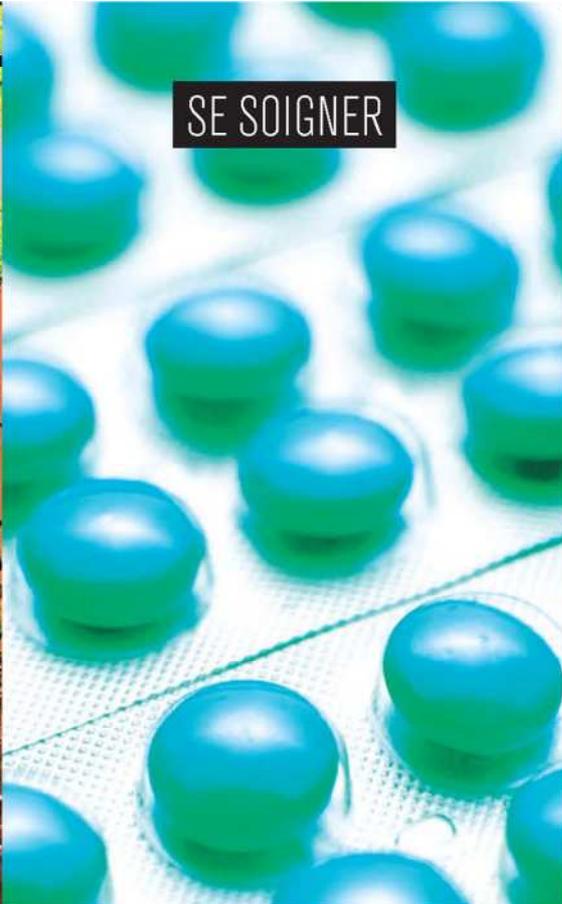


CONSOMMER

SE SOIGNER

S'EQUIPER



RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL
2016



CFAO

distributeur de marques





Société Anonyme à Conseil de surveillance et Directoire
Au capital social de 10 459 512 euros
Siège social : 18, rue Troyon – 92 316 Sèvres
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre
sous le numéro 552 056 152

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2016

Le présent rapport contient les états financiers consolidés résumés du groupe pour le premier semestre 2016, préparés conformément aux articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et Art.222-4 *et suivants* du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

SOMMAIRE

1. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	1
1.1. PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	1
1.2. DECLARATION	1
2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ.....	2
2.1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS	2
2.2. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE	6
2.3. ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIERE DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2016.....	7
2.3.1.Comparaison des résultats du Groupe des premiers semestres 2015 et 2016	7
2.3.2.Chiffre d'affaires.....	7
2.3.3.Marge brute	11
2.3.4.Charges de personnel	11
2.3.5.Autres produits et charges opérationnels courants.....	11
2.3.6.Résultat opérationnel courant du Groupe	11
2.3.7.Résultat opérationnel.....	12
2.3.8.Charges financières nettes	12
2.3.9.Impôt sur les bénéfices.....	12
2.3.10.Résultat net.....	12
2.3.11.Endettement financier net et investissements.....	12
2.4. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTES	13
2.5. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU 1ER SEMESTRE 2016.....	13
2.6. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	14
2.7. REMUNERATIONS ET AVANTAGES DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX.....	14
2.7.1.Rémunération variable des membres du Directoire pour 2015.....	14
2.7.2.Rémunération différée	14
2.8. PERSPECTIVES.....	15
3. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2016	16
NOTES ANNEXES RÉSUMÉES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	21
4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	38

1. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1.1. PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Monsieur Richard Bielle, Président du Directoire.

1.2. DECLARATION

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Sèvres, le 28 juillet 2016

Richard Bielle
Président du Directoire, CFAO

2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

2.1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS

Par chacune de ses expertises, CFAO répond à des besoins essentiels sur le continent africain où le Groupe dispose d'une expérience de plus de 160 ans. Il est un acteur majeur (hors Afrique du Sud) dans la distribution automobile et pharmaceutique. Il se développe de façon continue dans la distribution de matériels d'équipement et de biens de consommation courante ainsi que dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

CFAO opère dans quatre principales zones géographiques : l'Afrique subsaharienne francophone, l'Afrique subsaharienne anglophone et lusophone (hors Afrique du Sud), le Maghreb et les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer (« CTOM »). Le Groupe dispose d'une présence dans 34 pays d'Afrique (Ile Maurice comprise) et 7 CTOM. Il est également présent au Vietnam et au Cambodge à travers la distribution automobile. Le Groupe dispose aussi, avec sa division Eurapharma, d'une présence indirecte au Danemark et en Inde où sont localisées les deux plateformes de stockage et d'acheminement de Missionpharma ainsi qu'au Portugal et en Italie. En France métropolitaine et en Belgique, CFAO opère essentiellement à travers des ventes directes à l'exportation.

Distributeur des plus grandes marques mondiales dans ses métiers, CFAO affiche sa différence par une offre de services répondant aux plus hauts niveaux de standards internationaux, une amélioration permanente de ses dispositifs opérationnels et une chaîne d'approvisionnement capable de servir rapidement des marchés éloignés des centres de production.

CFAO déploie ses activités autour de trois grands pôles stratégiques de développement, orientés vers des marchés à fort potentiel : les biens de consommation courante (« Consommer ») avec CFAO FMCG Industries & Distribution et CFAO Retail, la santé (« Se soigner ») avec Eurapharma et les biens d'équipement et les services (« S'équiper ») avec CFAO Automotive Equipment & Services et CFAO Technologies.

Consommer

Ce pilier comprend les divisions CFAO FMCG Industries & Distribution et CFAO Retail.

- **CFAO FMCG Industries & Distribution**

La division CFAO FMCG Industries & Distribution comprend l'activité Boissons au Congo, des activités de fabrication et de distribution de produits en matière plastique et des activités de distribution de biens de consommation courante au Nigeria et au Ghana.

La division CFAO FMCG Industries & Distribution a élargi ces deux dernières années son périmètre de métiers afin de proposer une offre complète à ses clients *Business to Business*. Elle poursuit ses développements dans la distribution de produits de grande consommation issus des marques internationales reconnues et amplifie ses volumes de production de boissons et de produits plastiques.

Un des projets phares de CFAO FMCG Industries & Distribution est de renforcer ses positions dans la grande consommation et permettre aux consommateurs africains d'accéder à de nouveaux produits grâce au développement de grandes marques sur le continent.

Au Congo, le Groupe exploite deux brasseries et entreprises d'embouteillage, situées à Pointe Noire et à Brazzaville, dans le cadre d'un partenariat détenu à 50 % par CFAO et 50 % par Heineken International. Au sein de ses deux usines, il fabrique et embouteille plus d'une douzaine de types de boissons, dont des bières de marques locales et internationales, des bières de marques étrangères ainsi que des boissons non alcoolisées. Il a procédé à des investissements significatifs au cours des dernières années pour moderniser et augmenter la capacité de production de ses usines. Au Congo, CFAO FMCG Industries & Distribution est le principal distributeur de boissons.

Pour compléter l'offre, CFAO et Heineken ont annoncé, en septembre 2015, la création en Côte d'Ivoire d'une nouvelle joint-venture « Brassivoire » pour la production et la commercialisation de bière dans le pays. Cette nouvelle entité est détenue à 51 % par Heineken et à 49 % par CFAO. Les deux partenaires vont réaliser un investissement de 100 milliards F CFA soit environ 150 millions d'euros. L'arrivée de Brassivoire devrait générer la création d'environ 700 emplois directs et le soutien de plus de 40 000 emplois indirects. Les deux groupes ont également entamé la construction de leur nouveau site de production brassicole.

Par ailleurs, le Groupe produit et distribue des stylos, des rasoirs ainsi qu'une large gamme d'emballages en plastique pour les industries agroalimentaire et cosmétique. Il fabrique des stylos et importe des briquets et des rasoirs de la marque BIC® au Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire et Cameroun dans le cadre d'un partenariat avec BIC® en place depuis plus de 40 ans, et distribue, en bénéficiant généralement d'une exclusivité, ces produits à travers 11 pays africains.

Pour compléter cette gamme de produits et de services, CFAO FMCG Industries & Distribution développe une activité de distribution de biens de grande consommation (FMCG, *Fast Moving Consumer Goods*) au Nigeria. Début 2015, un nouveau partenariat a par ailleurs été signé avec le groupe L'Oréal concernant la production et la distribution de produits cosmétiques en Côte d'Ivoire.

La division CFAO FMCG Industries & Distribution a représenté 10% du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2015 et 8,5% au premier semestre 2016.

- **CFAO Retail**

CFAO Retail a pour objectif de construire et d'exploiter un réseau de centres commerciaux dans huit pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale (Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Nigeria, République Démocratique du Congo et Sénégal) adaptés aux besoins des consommateurs africains. Chaque centre commercial sera organisé autour d'un pôle d'attraction dans la distribution alimentaire, sous l'enseigne Carrefour, deuxième acteur mondial de la grande distribution. Les galeries marchandes accueilleront le « Club de Marques », réseau d'enseignes internationales souhaitant accompagner la croissance de la classe moyenne africaine ainsi que des enseignes locales et des services. Un espace de restauration « food court » complètera l'offre proposée aux consommateurs.

CFAO Retail couvre trois expertises : la construction et la gestion des centres commerciaux, la grande distribution alimentaire et la franchise de marques internationales.

L'année 2015 a été marquée par l'ouverture du premier centre commercial, à Abidjan (Côte d'Ivoire) : PlaYce Marcory. Inauguré en décembre 2015, PlaYce Marcory bénéficie d'une superficie totale de 20 000 mètres carrés et dispose de trois espaces : un hypermarché Carrefour, une galerie marchande de 55 boutiques et un espace de restauration (food court).

En juin 2016, CFAO a signé un accord avec Wendel et FFC (société détenue conjointement par CDC International Capital et Qatar Investment Authority) pour l'acquisition respective de 40% et 20% du capital de la société foncière « SGI Africa », créée en 2015 par CFAO pour accompagner le plan de développement de l'enseigne Carrefour et du « Club de Marques » en Afrique.

Cette opération clôture le processus de constitution du tour de table de SGI Africa dont CFAO conservera directement 40% du capital afin de participer à la création de valeur.

Après la première réalisation du centre « PlaYce Marcory », inauguré le 18 décembre 2015 à Abidjan, SGI Africa prévoit de construire et d'opérer une vingtaine de centres commerciaux dans huit pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale au cours des cinq à sept prochaines années.

Début avril 2016, Africashop, solution de e-shopping innovante en Afrique, a été lancée en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Africashop entend proposer à la clientèle africaine un accès direct et simplifié aux plus grandes marques internationales. Via le site Africashop.com, les consommateurs peuvent désormais acheter directement depuis le continent africain sur les sites des marques partenaires et se faire livrer à domicile. La plateforme propose un accès direct aux collections les plus récentes et permet à l'internaute de constituer un panier unique multimarques.

En juin 2016, pour faciliter la mise en œuvre des nombreuses synergies et assurer une cohérence globale vis-à-vis de l'ensemble des partenaires, Africashop rejoint la Division CFAO Retail.

En décembre 2015, CFAO Retail a réalisé un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros, soit 0,1 % du chiffre d'affaires total consolidé de CFAO et 1% du chiffre d'affaires consolidé en juin 2016.

Se soigner

Le Groupe, à travers sa division Eurapharma, est l'un des principaux importateurs-distributeurs de produits pharmaceutiques en Afrique (hors Afrique du Sud) et dans les CTOM. La Société est présente dans 22 pays en Afrique ainsi que dans sept CTOM. Eurapharma dispose également d'implantations indirectes en Inde et au Danemark au travers de Missionpharma (société spécialisée dans la fourniture de génériques et de kits de santé), au Portugal et en Italie. Eurapharma se démarque par une palette de services dédiés à ses clients amont (les laboratoires) et aval (les pharmaciens). Eurapharma compte parmi ses clients les plus grands laboratoires internationaux. S'appuyant sur plus de 60 ans d'expérience, Eurapharma jouit d'une position de leader sur ses marchés historiques, l'Afrique subsaharienne francophone et les CTOM. Eurapharma bénéficie également d'une présence importante sur des marchés investis plus récemment en Afrique anglophone et lusophone, dont le Nigeria. En outre, en Algérie, Eurapharma, *via* sa structure Propharmal, fabrique des spécialités pharmaceutiques sous licence et façonne pour le compte de laboratoires algériens ou étrangers. Eurapharma a par ailleurs renforcé son activité Clientèle Institutionnelle Santé ces dernières années avec sa prise de participation dans les sociétés Missionpharma et Fazzini srl. Depuis le dernier trimestre 2015, Eurapharma opère également en Zambie en tant qu'agent distributeur.

L'activité d'Eurapharma est organisée autour de plusieurs métiers, dont quatre principaux : importateur-grossiste/répartiteur, *pré-wholesale*, agent distributeur, clientèle institutionnelle santé.

La division Eurapharma a représenté 36,4% du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2015 et 38,1% au 1er semestre 2016.

S'équiper

Ce pilier regroupe les divisions CFAO Automotive Equipment & Services et CFAO Technologies.

- **CFAO Automotive Equipment & Services**

CFAO Automotive est l'un des principaux importateurs-distributeurs de véhicules automobiles particuliers et utilitaires en Afrique (hors Afrique du Sud) et dans les CTOM. Le réseau achète, stocke, importe et distribue des véhicules produits par de grands constructeurs automobiles mondiaux. Le Groupe dispose dans ce domaine d'activité de plus de 90 ans d'expérience. CFAO Automotive bénéficie d'un réseau d'implantations et de concessions qui couvre 33 pays d'Afrique, situés au Maghreb (Algérie, Maroc), en Afrique subsaharienne, dont l'Ile Maurice, dans trois CTOM, au Vietnam et au Cambodge. Outre la vente de gammes complètes de véhicules neufs de tourisme et utilitaires, CFAO Automotive distribue également des deux-roues, des bateaux et moteurs marins, et offre des services diversifiés allant des services après-vente à la vente de pièces de rechange et de pneumatiques. Le Groupe assemble également des deux-roues, des cyclomoteurs ainsi que des camions et des véhicules de transport.

CFAO Automotive évolue, d'une part, sur des marchés essentiellement *Business to Business* (entreprises privées et publiques, ONG, administrations) en Afrique subsaharienne et, d'autre part sur des marchés grand public (*Business to Consumer*) de taille plus importante dans les CTOM, au Maghreb, et depuis quelques mois en Côte d'Ivoire avec une offre de véhicules d'occasion premium.

CFAO Equipment est un réseau *business to business* dédié à la vente et la maintenance de matériels et de biens d'équipement. Il offre une gamme étendue de poids lourds et pneumatiques, de véhicules de transport, d'engins de construction et de manutention, de matériels agricoles, de groupes électrogènes et d'ascenseurs.

Le réseau CFAO Equipment a poursuivi ces deux dernières années la structuration de ses dispositifs opérationnels à travers la création de filiales dédiées.

CFAO Equipment a continué à développer son portefeuille de produits et de solutions adaptés aux besoins de ses clients, entrepreneurs africains et groupes internationaux.

L'offre de CFAO Equipment se structure autour de partenariats forts avec des marques de premier plan sur leurs marchés.

Les **Services** comprennent trois activités : la location de courte et longue durée, les véhicules d'occasion ainsi que les pièces de rechange et les services toutes marques. CFAO gère un parc de véhicules en location courte durée et longue durée sur sept pays : Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, République Démocratique du Congo, Sénégal et Madagascar. Outre la location courte et longue durée des véhicules de tourisme, des pick-up, des 4X4, CFAO propose aussi à la location du matériel d'équipement : engins de travaux publics, manutention et groupes électrogènes. Toutes ces offres sont regroupées sous une même enseigne commerciale : LOXEA. Elles complètent les franchises que détient le Groupe auprès d'Avis Budget Group et Hertz pour la location de courte durée de véhicules. LOXEA a accès au portefeuille de marques CFAO pour construire une offre attractive intégrant des prestations de maintenance au sein d'ateliers équipés.

En juillet 2016, un nouvel accord de licence pluriannuel a été signé avec Avis Car Rental, l'une des marques de location de voitures les plus connues au monde. CFAO, qui exploite déjà la marque Avis en location courte durée en Afrique de l'Ouest, peut désormais étendre ses services à la location longue durée sous la marque LOXEA / Avis Fleet.

Dans le cadre du nouveau contrat de licence, CFAO offre des services de location longue durée au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Congo, au Gabon, en Gambie, en Guinée équatoriale, au Mali, en Mauritanie, au Niger, en République centrafricaine, à São Tomé et Príncipe, au Sénégal et au Tchad.

LOXEA couvre l'ensemble des exigences des clients professionnels pour un usage optimal de leurs véhicules. LOXEA a accès au portefeuille de marques CFAO pour construire une offre attractive intégrant des prestations de maintenance au sein d'ateliers équipés.

CFAO distribue également des pièces de rechange et proposent des services de réparation et de maintenance toutes marques.

CFAO Automotive Equipment & Services a généré 50,7% du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2015 et 50,0% au 1er semestre de 2016.

- **CFAO Technologies**

Créée en 2002, CFAO Technologies est un acteur majeur du marché de l'intégration de solutions informatiques, réseaux et télécommunications en Afrique subsaharienne francophone. Il développe en Afrique une offre de services intégrée et complète à forte valeur ajoutée dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Cette division du Groupe opère dans 21 pays d'Afrique, à travers neuf filiales (Cameroun, Côte d'Ivoire, Algérie, Sénégal, Burkina Faso, Gabon, Mali, Bénin et Togo) et quatre centres de compétences, situés en Algérie, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. CFAO Technologies s'appuie sur l'expertise de ses 160 ingénieurs certifiés par ses partenaires qui lui permet d'offrir à ses clients un niveau élevé de compétences.

CFAO Technologies en Algérie fait partie des trois principaux intégrateurs installés dans le pays et estime détenir au Cameroun et en Côte d'Ivoire environ 50 % du marché de l'intégration de solutions.

Les clients de CFAO Technologies sont des sociétés internationales et panafricaines, principaux acteurs économiques locaux et majoritairement des sociétés ou organisations du secteur public d'une part et, d'autre part, des sociétés privées du secteur des télécommunications ou du secteur bancaire.

Certaines ventes de CFAO Technologies sont réalisées par le biais de réponses à des appels d'offres, émanant essentiellement d'organismes publics dans chaque pays où CFAO Technologies opère.

CFAO Technologies est partenaire commercial en Afrique des grandes sociétés mondiales, notamment IBM, Microsoft, Cisco, etc. et a élargi ses partenariats avec d'autres marques mondiales reconnues pour accompagner le développement de ces offres.

En juillet 2015, CFAO Technologies est devenu le premier partenaire certifié de Cisco dans 18 pays d'Afrique en obtenant la certification « Gold », référence la plus élevée au niveau mondial en matière de conception et d'assistance réseau informatique.

CFAO Technologies a représenté 2,7 % du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2015 et 2,3% au 1er semestre 2016.

La **Holding** regroupe des fonctions de support centralisées, telles que les ressources humaines, les systèmes d'information, la communication, le développement, l'audit et les services financiers, comptables, juridiques et fiscaux notamment.

2.2. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2016 sont ceux exposés dans la partie Facteurs de risques du Document de Référence 2015 (Chapitre 4).

CFAO a lancé récemment une nouvelle activité au sein de la division CFAO Retail : Africashop est une plateforme qui propose un accès direct à différentes marques de biens de consommation. Les risques sont inhérents à l'activité et au succès des nouveaux projets.

2.3. ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIERE DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2016

2.3.1. Comparaison des résultats du Groupe des premiers semestres 2015 et 2016

Le tableau ci-après présente le compte de résultat consolidé du Groupe pour les premiers semestres 2015 et 2016, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé pour les périodes considérées.

	S1 2016		S1 2015		Variation (réel)
	(en €millions)	en % du CA	(en €millions)	en % du CA	
Produit des activités ordinaires	1 674,2	100,0%	1 676,2	100,0%	-0,1%
Coûts des ventes	-1 266,1	-75,6%	-1 262,4	-75,3%	0,3%
Marge brute	408,1	24,4%	413,8	24,7%	-1,4%
Charges de personnel	-151,3	-9,0%	-150,2	-9,0%	0,8%
Autres produits et charges opérationnels courants	-156,8	-9,4%	-143,7	-8,6%	9,1%
Résultat opérationnel courant	100,0	6,0%	119,9	7,2%	-16,6%
Autres produits et charges opérationnels non courants	13,3	0,8%	5,3	0,3%	152,5%
Résultat opérationnel	113,3	6,8%	125,2	7,5%	-9,5%
Charges financières (nettes)	-21,8	-1,3%	-22,3	-1,3%	-2,6%
Résultat avant impôt	91,5	5,5%	102,9	6,1%	-11,0%
Impôt	-40,2	-2,4%	-42,0	-2,5%	-4,4%
<i>Taux effectif global d'imposition</i>	43,9%	0,0%	40,8%	0,0%	0,0%
QP de résultat des sociétés mises en équivalence	-0,4	0,0%	0,4	0,0%	-187,0%
Résultat net de l'ensemble consolidé	50,9	3,0%	61,3	3,7%	-17,0%
Capitaux propres - Part. ne donnant pas le contrôle	14,0	0,8%	18,2	1,1%	-23,4%
Résultat net part du Groupe	36,9	2,2%	43,1	2,6%	-14,3%

2.3.2. Chiffre d'affaires

Sur l'ensemble du premier semestre, le chiffre d'affaires est en très légère baisse de -0,1 % à 1 674,2 millions d'euros contre 1 676,2 millions d'euros au premier semestre 2015. La croissance du pôle Santé est venue compenser la contraction du pôle Biens de consommation principalement due à un contexte économique difficile au Nigeria et au Congo. Le pôle Equipment & Services a montré des revenus quasi stables.

Les changements de périmètre du Groupe survenus au premier semestre 2016 ont concerné pour l'essentiel le pôle Biens de consommation, avec le démarrage de l'activité de la division CFAO Retail (+17,2 millions d'euros) et l'intégration de Sicobel (+2,4 millions d'euros), ainsi que le pôle Equipement & Services, avec la consolidation de la Compagnie Mauritanienne de Distribution Auto (+9,2 millions d'euros) et de l'usine d'assemblage Yamaha au Nigeria (+1,9 millions d'euros). Ces changements ont eu un impact positif sur le chiffre d'affaires de 32,1 millions d'euros au premier semestre 2016.

L'impact des parités de change sur la conversion du chiffre d'affaires en euros a été défavorable au premier semestre 2016 à -36,2 millions d'euros. Le pôle Equipement & Services a principalement été affecté par la dévaluation de certaines devises locales face à l'euro, notamment le dinar algérien, le naira nigérian, le shilling kényan et le kwacha zambien.

A périmètre et change comparable, le chiffre d'affaires a augmenté de +0,1% sur le premier semestre 2016.

Le tableau ci-dessous montre la répartition du chiffre d'affaires par division et par zone géographique pour les premiers semestres 2015 et 2016

	S1 2016		S1 2015		Variation (comparable)	Variation (réel)
	(en €millions)	en % du CA	(en €millions)	en % du CA		
Biens de consommation	160,2	9,6%	168,3	10,0%	-13,9%	-4,8%
Santé	637,7	38,1%	628,5	37,5%	+3,2%	+1,5%
Equipement & Services	876,3	52,3%	879,4	52,5%	+1,0%	-0,3%
Total	1 674,2		1 676,2		+0,1%	-0,1%

	S1 2016		S1 2015		Change on a like- for-like basis	Change on a reported basis
	(in €millions)	as a % of revenue	(in €millions)	as a % of revenue		
Afrique subsaharienne francophone	778,6	46,5%	748,1	44,6%	+0,3%	+4,1%
Afrique subsaharienne anglophone et lusophone	221,4	13,2%	242,5	14,5%	-0,8%	-8,7%
Collectivités territoriales d'outre-mer et autres	398,4	23,8%	383,9	22,9%	+4,0%	+3,8%
Maghreb	67,7	4,0%	124,8	7,4%	-40,1%	-45,8%
Autres Europe	208,2	12,4%	176,8	10,5%	+17,6%	+17,7%
Total	1 674,2		1 676,2		+0,1%	-0,1%

2.3.2.1. Pôle Biens de consommation

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires du pôle Biens de consommation par activité aux premiers semestres 2015 et 2016 :

	S1 2016		S1 2015		Variation (réel)
	(en €millions)	en % du CA	(en €millions)	en % du CA	
Boissons	104,2	65,0%	110,2	65,5%	-5,5%
Food, Hygiene & Convenience	38,7	24,2%	58,1	34,5%	-33,3%
CFAO Retail	17,2	10,8%	0,0	0%	
Total	160,2		168,3		-4,8%

Le chiffre d'affaires du pôle Biens de consommation ressort à 160,2 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de -4,8%.

Après plusieurs années consécutives de croissance, la division Boissons a enregistré une baisse de -5,5% à 104,2 millions d'euros, due à la période électorale au Congo.

De son côté, l'activité Food, Hygiène & Convenience continue d'être affectée par le ralentissement général au Nigéria et voit son chiffre d'affaires diminuer de -33,3% à 38,7 millions d'euros.

Ces effets négatifs n'ont été que partiellement compensés par les revenus générés par la division CFAO Retail lancée en Décembre 2015 en Côte d'Ivoire avec une performance sur le semestre en ligne avec les attentes.

2.3.2.2. Pôle Santé

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires du pôle Santé par activité aux premiers semestres 2015 et 2016 :

	S1 2016		S1 2015		Variation (réel)
	(en €millions)	en % du CA	(en €millions)	en % du CA	
Importateur-Grossiste-répartiteur	444,4	69,7%	421,0	67,0%	+5,6%
Pre-Wholesale	80,2	12,6%	97,5	15,5%	-17,8%
Agent Distributeur	46,7	7,3%	44,4	7,1%	+5,3%
Clientèle institutionnelle santé	64,0	10,0%	64,2	10,2%	-0,2%
Autres	2,4	0,4%	1,5	0,2%	58,1%
Total	637,7		628,5		+1,5%

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires du pôle Santé par zone géographique aux premiers semestres 2015 et 2016 :

	S1 2016		S1 2015		Variation (réel)
	(en €millions)	en % du CA	(en €millions)	en % du CA	
Afrique subsaharienne francophone	254,0	39,8%	233,8	37,2%	+8,7%
Maghreb	30,6	4,8%	48,7	7,8%	-37,1%
Collectivités territoriales d'outre-mer et autres	190,4	29,8%	187,2	29,8%	+1,7%
Afrique subsaharienne anglophone et lusophone	46,7	7,3%	44,4	7,1%	+5,3%
Autres Europe	116,0	18,2%	114,4	18,2%	+1,3%
Total	637,7		628,5		+1,5%

Le chiffre d'affaires du pôle Santé sur le premier semestre 2016 a cru de +1,5% et a atteint 637,7 millions d'euros.

L'activité Importateur-Grossiseur-Répartiteur et l'activité Agent Distributeur ont bien progressé, respectivement à +5,6% et +5,3% pour atteindre 444,4 millions d'euros et 46,7 millions d'euros.

L'activité Pre-Wholesale a été largement affectée par les baisses de prix des médicaments importés en Algérie et a montré au global une baisse de -17,8% à 80,2 millions d'euros.

L'activité Clientèle institutionnelle santé est restée stable à 64,0 millions d'euros contre 64,2 millions à la même période l'année dernière.

2.3.2.3. Pôle Équipement & services

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires du pôle Équipement & Services par activité aux premiers semestres 2015 et 2016.

	First-half 2016		First-half 2015		Change
	(in €millions)	en % du CA	(in €millions)	as a % of revenue	
Véhicules légers et autres	521,9	60%	518,5	59,0%	+0,7%
Véhicules occasion	28,0	3,2%	27,0	3,1%	+3,5%
Services, Pièces de rechange et Pneumatiques	117,1	13,4%	124,6	14,2%	-6,1%
2 roues	33,7	3,8%	29,9	3,4%	+12,8%
Poids Lourds	71,1	8,1%	82,4	9,4%	-13,7%
Engins	23,5	2,7%	25,1	2,9%	-6,1%
Ascenseurs	18,2	2,1%	17,4	2,0%	+4,2%
Location	23,8	2,7%	21,5	2,4%	+10,5%
Total Automotive, Equipment & Services	837,3	95,6%	846,4	96,3%	-
Technologies	39,0	4,4%	32,9	3,7%	+18,4%
Total	876,3		879,4		-0,3%

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires du pôle Équipement & Services par zone géographique aux premiers semestres 2015 et 2016 :

	S1 2016		S1 2015		Variation (réel)
	(en €millions)	en % du CA	(en €millions)	en % du CA	
Afrique subsaharienne francophone	357,2	40,8%	364,6	41,5%	-2,0%
Maghreb	33,7	3,8%	71,9	8,2%	-53,2%
Collectivités territoriales d'outre-mer et autres	208,0	23,7%	196,8	22,4%	+5,7%
Afrique subsaharienne anglophone et lusophone	148,1	16,9%	153,8	17,5%	-3,7%
Autres Europe	90,3	10,3%	59,5	6,8%	+51,8%
Total Automotive, Equipment & Services	837,3	95,6%	846,4	96,3%	-1,1%
Technologies	39,0	4,4%	32,9	3,7%	+18,4%
Total	876,3		879,4		-0,3%

Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires du pôle Équipement & Services est en léger repli à 876,3 millions d'euros.

Dans le prolongement de la tendance observée sur l'exercice précédent, les ventes de la division CFAO Automotive Equipment & Services ont diminué de -38,2 millions d'euros au Maghreb du fait d'un environnement de marché complexe pour le Groupe dans cette zone. Par ailleurs, l'activité Équipement (notamment poids lourds et engins) a souffert d'un environnement défavorable.

Le chiffre d'affaires de la division Technologies a enregistré une augmentation sensible de +18,4% à 39,0 millions d'euros.

2.3.3. Marge brute

La marge brute du Groupe s'est établie à 408,1 millions d'euros au premier semestre 2016 en baisse de -1,4% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le taux de marge brute s'est contracté de 0,3 point à 24,4% par rapport à 24,7% au premier semestre 2015, notamment suite à une évolution défavorable du taux de change euro/yen sur l'activité automobile sur la période.

2.3.4. Charges de personnel

Les charges de personnel sont en hausse de +0,8% à 151,3 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 150,2 millions d'euros au premier semestre 2015. En complément de l'entrée de nouvelles entités dans le périmètre de consolidation, cette augmentation traduit principalement la montée en puissance des nouveaux projets de développement. Ces charges représentent 9,0 % du chiffre d'affaires du premier semestre 2016, comme au premier semestre 2015.

2.3.5. Autres produits et charges opérationnels courants

Les autres produits et charges opérationnels courants ont progressé de +9,1%, représentant une charge nette de 156,8 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 143,7 millions d'euros au premier semestre 2015. En pourcentage du chiffre d'affaires, ce poste a augmenté passant de 8,6% à 9,4%.

2.3.6. Résultat opérationnel courant du Groupe

Le résultat opérationnel courant s'inscrit en retrait de -16,6% à 100 millions d'euros, représentant un taux de rentabilité opérationnelle courante de 6,0% contre 7,2% sur la même période l'année précédente, compte tenu notamment du coût des projets de développement.

Le tableau ci-dessous présente la répartition du résultat opérationnel courant par pôle :

	S1 2016		S1 2015		Variation (réel)
	(en €millions)	en % du CA	(en €millions)	en % du CA	
<i>Biens de consommation</i>	8,2	5,1%	26,4	15,7%	-69,3%
<i>Santé</i>	49,5	7,8%	48,7	7,7%	+1,7%
<i>Equipement & Services</i>	55,6	6,4%	60,4	6,9%	-7,9%
<i>CFAO Holding</i>	-13,3	-	-15,7	-	-14,7%
Total	100,0	6,0%	119,9	7,2%	-16,6%

Le résultat opérationnel courant du pôle **Biens de consommation** diminue de -69,3%, passant de 26,4 millions d'euros à 8,2 millions d'euros. Le pôle est simultanément impacté par un contexte difficile au Congo et au Nigéria, et par l'accroissement des coûts de lancement de la division Retail.

Le résultat opérationnel courant du pôle **Santé** a progressé de +1,7% à 49,5 millions d'euros. Le pôle poursuit donc sa croissance en maintenant son taux de rentabilité.

Le résultat opérationnel courant du pôle **Equipement & Services** a diminué de -7,9% principalement suite à la baisse du taux de marge brute de la division Automotive Equipment & Services.

Enfin, les coûts de holding ont été réduits, passant de -15,7 millions à -13,3 millions d'euros.

2.3.7. Résultat opérationnel

Après l'enregistrement d'éléments exceptionnels pour 13,3 millions d'euros, CFAO a clos le premier semestre 2016 sur un résultat opérationnel de 113,3 millions d'euros (6,8% du chiffre d'affaires), contre 125,2 millions d'euros l'année précédente.

2.3.8. Charges financières nettes

Le tableau ci-dessous présente la répartition des charges financières nettes du Groupe sur les premiers semestres 2015 et 2016 est la suivante :

(en €millions)	S1 2016	S1 2015
Coût de l'endettement financier net	-19,8	-22,0
Autres produits et charges financières	-2,0	-0,3
Charges financières nettes	-21,8	-22,3

Les charges financières nettes ont diminué de 0,5 millions d'euros au cours du premier semestre 2016 pour atteindre 21,8 millions d'euros.

2.3.9. Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices intègre la charge d'impôt payée ou provisionnée ainsi que les éventuels redressements fiscaux payés ou provisionnés sur la période concernée.

Le Groupe a reconnu une **charge d'impôts** de 40,2 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 42,0 millions d'euros sur la même période en 2015. Le taux effectif global d'imposition s'est établi à 43,9% sur la période, contre 40,8% au premier semestre 2015.

2.3.10. Résultat net

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevée à -0,4 million d'euros au premier semestre 2015, contre 0,4 million d'euros sur la même période l'année précédente.

Le résultat net de l'ensemble consolidé a reculé de -17,0% à 50,9 millions d'euros.

Le résultat net attribuable aux intérêts minoritaires a diminué de -23,4% à 14 millions d'euros. Il représente 27,5% du résultat net consolidé contre 29,7% au premier semestre 2015.

En conséquence, le résultat net - part du Groupe s'établit à 36,9 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 43,1 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une baisse de -14,3%.

Le résultat net par action atteint 0,59 euro au premier semestre 2016 contre 0,70 euro pour le premier semestre 2015.

2.3.11. Endettement financier net et investissements

Malgré la poursuite des investissements et l'augmentation du besoin en fonds de roulement, le Groupe reste générateur de cash de 4,7 millions d'euros sur le premier semestre 2016.

Au 30 juin 2016, l'endettement financier net s'élève à 585,8 millions d'euros, en hausse de 45,9 millions d'euros par rapport à fin 2015 et de 22,9 millions d'euros par rapport au 30 juin 2015.

Le ratio d'endettement financier net / Capitaux propres est de 0,6 à fin juin 2016 stable par rapport à juin 2015.

2.4. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS

Des accords conclus avec des parties liées à CFAO ont été identifiés dans le Document de référence de CFAO pour 2015, au chapitre 19 « Opérations avec des apparentés ».

Au cours du premier semestre 2016, CFAO a conclu les accords suivants avec des parties liées :

1. Modification des contrats de travail de MM. Olivier Marzloff et Alain Pécheur : rémunération fixe pour 2016 (autorisée au Conseil de surveillance du 24 mars 2016). Pour davantage d'informations concernant ces éléments de rémunération, voir chapitre 15 « Rémunération et avantages » du présent Document de Référence ;

Il a été décidé d'augmenter leur rémunération fixe de 2,4 %. Au titre de 2016, les rémunérations fixes de MM. Olivier Marzloff et Alain Pécheur s'établissent toutes les deux à € 305 000.

Le Conseil de surveillance du 24 mars 2016 a motivé cette convention de la manière suivante : « la hausse de la rémunération est conforme aux pratiques de la place en 2015 ».

2. Modification du contrat de travail de M. Toshimitsu Imai, suite à sa nomination au Directoire de CFAO (antériorité de son contrat de travail conclu avec CFAO par rapport à sa nomination en tant que membre du Directoire) ;

Le Conseil de surveillance du 25 février 2016 a nommé M. Toshimitsu Imai comme nouveau membre du Directoire, sous réserve de la démission du membre qu'il remplace (M. Ichiro Kashitani) de son mandat en cours. Le même Conseil, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, a approuvé sa rémunération globale pour 2016.

Le Conseil de surveillance du 24 mars 2016 a motivé cette convention de la manière suivante : « la hausse est conforme (i) à l'expérience de Mr. Toshimitsu Imai, (ii) à la rémunération globale de son prédécesseur, Mr. Kashitani, et (iii) aux politiques de rémunérations au Japon.

CFAO n'a apporté aucune modification affectant les transactions entre parties liées décrites dans le Document de Référence 2015.

Les autres informations relatives aux transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 21 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés figurant dans le présent rapport

2.5. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU 1ER SEMESTRE 2016

CFAO Retail

Suite au lancement réussi du premier centre commercial du Groupe à Abidjan en Côte d'Ivoire mi-décembre 2015, CFAO a annoncé, en juin 2016, la signature d'un accord avec Wendel et FFC pour l'acquisition respective de 40% et de 20% du capital de la société foncière « SGI Africa », créée en 2015 par CFAO pour accompagner le plan de développement de l'enseigne Carrefour et du « Club de Marques » en Afrique.

CFAO Automotive, Equipment & Services

En mai 2016, l'usine d'assemblage CFAO YAMAHA a été inaugurée au Nigéria. Une production de 70 000 unités par an est attendue en 2018.

CFAO a annoncé en juillet 2016 la signature d'un accord de licence pluriannuel avec Avis Car Rental, l'une des marques de location de voitures les plus connues au monde, lui permettant d'exploiter la marque Avis en Afrique de l'Ouest tant sur la location courte durée que sur la longue durée.

Groupe

Membre du Conseil de surveillance de CFAO depuis mai 2012, M. Pierre Guénant a été nommé Président du Conseil de surveillance de CFAO le 17 juin 2016. Le Conseil a également nommé Mme Sylvie Rucar, membre du Conseil de surveillance de CFAO depuis mai 2012, comme Vice-Présidente.

Par ailleurs, M. Momar Nguer, Directeur général de la branche Marketing & Services et membre du Comité exécutif du groupe Total rejoint le Conseil de surveillance à compter du 17 juin 2016.

2.6. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

CFAO Automotive Equipment & Services

CFAO a annoncé en juillet 2016 la signature d'un accord de licence pluriannuel avec Avis Car Rental, l'une des marques de location de voitures les plus connues au monde, lui permettant d'exploiter la marque Avis en Afrique de l'Ouest tant sur la location courte durée que sur la longue durée

2.7. REMUNERATIONS ET AVANTAGES DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

2.7.1. Rémunération variable des membres du Directoire pour 2015

▪ M. Toshimitsu Imai :

Le Conseil de surveillance du 27 juillet 2016 a été informé du montant de la rémunération variable à verser à M. Toshimitsu Imai au titre de l'exercice 2015:
Elle s'élève à 6 516 000 ¥, équivalent à 48 627 €.

Pour rappel, ce montant n'est pas soumis à l'approbation du Conseil de surveillance puisque cette rémunération variable est due au titre de l'exercice 2015, et, par conséquent, avant la nomination de M. Toshimitsu Imai en tant que membre du Directoire.

2.7.2. Rémunération différée

Intéressement à long terme 2016-2020

Les Conseils de surveillance de CFAO des 24 mars et 27 avril 2016, après consultation du Comité des nominations et rémunérations, ont décidé d'approuver la proposition du Directoire définissant les conditions de l'intéressement à long terme sur la période 2016-2020 dont certains membres du Directoire (M. Richard Bielle, M. Olivier Marzloff et M. Alain Pécheur) sont également bénéficiaires. Le Directoire du 25 juillet 2016 a dressé la liste définitive des bénéficiaires du plan susvisé.

Il s'agit des membres du Directoire, des employés responsables d'une activité/d'un secteur précis en France métropolitaine, qui exercent une fonction managériale, qui occupent le poste de Directeur général, administratif ou financier, qui font partie du Comité de Direction de l'une des filiales, ou qui jouent un rôle important dans l'entreprise et sont considérés comme « personnes clé ». Au total, 190 employés ont bénéficié de ce plan.

L'utilisation de ce système d'intéressement implique la mise en place d'un mécanisme de rémunération différée qui déclenche le versement des sommes dues aux bénéficiaires uniquement si les critères de présence et de performance sont respectés. Ce système repose sur l'augmentation du Résultat Net part du Groupe. Le seuil de déclenchement du versement est fixé à 80 % d'atteinte du critère. En cas de dépassement de l'objectif, le plafond est fixé à 150 %.

Le Conseil de surveillance a décidé que le montant attribuable à MM. Olivier Marzloff et Alain Pécheur représenterait 30 % de la somme de la rémunération fixe 2016 et de la rémunération variable cible 2016. Pour M. Richard Bielle, le montant représenterait 40 % de cette somme.

Pour des raisons de confidentialité, le niveau de réalisation requis pour la satisfaction de chacune des conditions de performance susvisées ne peut être rendu public.

2.8. PERSPECTIVES

L'environnement économique en Afrique subsaharienne est contrasté, la prévision de croissance de cette zone n'est plus que de 1,6% en 2016 après une croissance estimée à 3,3% en 2015 selon la dernière mise à jour par le FMI de ses projections. La baisse des prix des matières premières pèse toujours sur la croissance, et implique pour les pays producteurs une diminution des recettes, notamment le Nigéria, où le naira a été fortement dévalué.

Le problème sécuritaire reste persistant dans cette zone et continue d'affecter la croissance.

Pour CFAO, le second semestre 2016 devrait confirmer le redressement des ventes par rapport à la tendance du premier trimestre de l'année. La situation devrait toutefois rester difficile dans les économies dépendant des cours des matières premières et notamment du pétrole, particulièrement au Nigéria.

Le Groupe continuera, par ailleurs, de déployer les projets en cours avec notamment le développement de nouveaux sites pour la division CFAO Retail.

3. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2016

Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016

Dans le présent document, le terme « Société » renvoie à la société CFAO SA, société mère du Groupe CFAO. Le terme « Groupe » renvoie à la Société, à ses filiales consolidées et à ses participations minoritaires.

Les états financiers consolidés du Groupe pour les arrêts semestriels de juin 2015 et juin 2016 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été préparés conformément aux normes d'information financière internationales (International Financial Reporting Standards, « IFRS ») et aux interprétations de l'IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne et applicables au 30 juin 2016.

Compte de résultat consolidé pour les situations au 30 juin 2016 et au 30 juin 2015

(en million d'euros)	Notes	30/06/2016	30/06/2015
Produits des activités ordinaires	4	1 674,2	1 676,2
Coût des ventes		(1 266,1)	(1 262,4)
Marge brute		408,1	413,8
Charges de personnel	5 - 6	(151,3)	(150,2)
Autres produits et charges opérationnels courants		(156,8)	(143,7)
Résultat opérationnel courant	4	100,0	119,9
Autres produits et charges opérationnels non courants	7	13,3	5,3
Résultat opérationnel		113,3	125,2
Coût de l'endettement financier net	8	(19,8)	(22,0)
Autres produits et charges financiers	8	(2,0)	(0,3)
Résultat avant impôt		91,5	102,9
Impôt sur le résultat	9	(40,2)	(42,0)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalences		(0,4)	0,4
Résultat net de l'ensemble consolidé		50,9	61,3
Résultat net Propriétaires de la société	10	36,9	43,1
Résultat net Participations ne donnant pas le contrôle	10	14,0	18,2
Résultat net part du Groupe		36,9	43,1
Résultat par action (en euros)	10	0,59	0,70
Résultat dilué par action (en euros)	10	0,59	0,70

État du résultat global consolidé pour les situations au 30 juin 2016 et au 30 juin 2015

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2016	30/06/2015
Résultat net		50,9	61,3
Éléments recyclables en résultat:		(15,3)	1,4
Ecarts de conversion et autres		(15,3)	1,4
Éléments non recyclables en résultat:		0,0	(0,1)
Ecarts actuariels ⁽¹⁾		0,0	(0,1)
Autres éléments du Résultat Global	11	(15,3)	1,3
Résultat global consolidé		35,6	62,6
dont Propriétaires de la société		23,0	40,5
dont Participations ne donnant pas le contrôle		12,6	22,2

(1) Net d'impôt

État de la situation financière consolidée au 30 juin 2016, 30 juin 2015 et pour l'exercice clos au 31 décembre 2015

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Goodwill		208,0	212,6	212,2
Autres immobilisations incorporelles		49,8	38,6	49,6
Immobilisations corporelles		476,0	475,3	521,1
Participations dans les sociétés mises en équivalences		43,3	12,3	18,9
Actifs financiers non courants		84,7	64,1	69,8
Actifs d'impôts différés		24,1	26,1	23,0
Autres actifs non courants		3,5	4,1	3,8
Actif non courant		889,4	832,9	898,5
Stocks		884,5	896,5	892,1
Créances clients		524,2	544,9	538,6
Créances d'impôts exigibles		36,0	40,4	59,2
Autres actifs financiers courants		12,4	7,4	4,8
Autres actifs courants		168,8	191,3	178,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	218,3	216,7	201,7
Actif courant		1 844,2	1 897,1	1 875,3
TOTAL ACTIF		2 733,6	2 730,0	2 773,9

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Capital social	12	10,5	10,5	10,5
Réserves de conversion		(40,8)	(25,7)	(27,0)
Titres d'autocontrôle		(1,3)	(0,9)	(0,8)
Autres réserves		797,7	746,3	812,5
Capitaux propres-Propriétaires de la société	12	766,1	730,2	795,1
Capitaux propres-Participations ne donnant pas le contrôle		206,0	214,1	217,0
Capitaux propres	12	972,1	944,3	1 012,2
Emprunts et dettes financières à long terme	14	319,2	223,4	219,2
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		46,2	42,6	43,0
Provisions		5,2	7,6	5,8
Passifs d'impôts différés		1,4	0,2	2,0
Passif non courant		372,0	273,9	269,8
Emprunts et dettes financières à court terme	14	485,0	556,2	522,6
Autres passifs financiers courants		10,8	22,1	9,2
Dettes fournisseurs		499,9	520,1	528,4
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		1,1	1,2	1,1
Provisions		20,0	25,3	21,9
Dettes d'impôts exigibles		34,1	43,5	57,2
Autres passifs courants		338,6	343,5	351,5
Passif courant		1 389,5	1 511,8	1 491,9
TOTAL PASSIF		2 733,6	2 730,0	2 773,9

États des flux de trésorerie consolidés pour les périodes de six mois jusqu'au 30 juin 2016 et 30 juin 2015, et pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Résultat net		50,9	61,3	145,6
Dotations nettes courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant		37,5	32,0	65,9
Prix de cession parcs de location		2,7	3,1	6,3
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie		(15,4)	(12,9)	(17,1)
Capacité d'autofinancement		75,7	83,5	200,8
Charges et produits d'intérêt financiers		22,6	23,6	51,6
Dividendes reçus		(0,8)	(1,7)	(3,7)
Charge nette d'impôt exigible		42,8	42,4	82,1
Capacité d'autofinancement avant impôt, dividendes et intérêts		140,3	147,8	330,8
Variation du besoin en fonds de roulement		(51,9)	(63,1)	(41,8)
Impôts sur le résultat payés		(43,6)	(49,2)	(93,8)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		44,8	35,4	195,2
Acquisitions parcs de location	19,1	(9,8)	(8,6)	(18,2)
Autres acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	19,1	(49,2)	(62,0)	(154,9)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	19,1	18,9	5,5	24,6
<i>Total investissements corporels</i>	<i>19,1</i>	<i>(40,1)</i>	<i>(65,1)</i>	<i>(148,5)</i>
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	19,2	(1,1)	(7,6)	(12,3)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	19,2	3,3	1,3	2,7
Acquisitions d'autres actifs financiers		(27,9)	(13,2)	(26,3)
Cessions d'autres actifs financiers		49,6	8,3	16,9
Intérêts et dividendes reçus		(2,2)	0,5	4,5
<i>Total Investissements financiers</i>		<i>21,7</i>	<i>(10,7)</i>	<i>(14,5)</i>
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement		(18,4)	(75,8)	(162,9)
Augmentation / Diminution de capital		3,9	0,4	1,9
Dividendes versés aux propriétaires de la Société		(50,8)	(50,8)	(50,8)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(27,7)	(18,9)	(43,0)
Emission d'emprunts		122,5	136,9	129,6
Remboursement d'emprunts		(23,7)	(9,7)	(23,0)
Intérêts versés et assimilés		(22,4)	(24,1)	(52,5)
Flux nets de trésorerie lié aux activités de financement		1,8	33,9	(37,8)
Incidence des variations des cours de change		9,1	5,6	8,5
Incidence détention actions d'autocontrôle		(0,5)	(0,0)	0,1
Autres mouvements		14,5	0,4	5,0
Variation nette de la trésorerie		51,3	(0,6)	8,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture de l'exercice	19	(277,5)	(285,5)	(285,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture de l'exercice	19	(226,2)	(286,1)	(277,5)

Variation des capitaux propres consolidés

	Nombres d'actions en circulation	Capital social	Réserves de conversion et autres	Autres réserves et résultats nets – Propriétaires de la société	Capitaux propres		Participations ne donnant pas le contrôle	Totaux
					Propriétaires de la société			
<i>(en millions d'euros)</i>								
Au 31 décembre 2014	62 712 875	10,5	(26,9)	758,3	742,0	211,7	953,8	
Résultat global pour le premier semestre 2015			1,1	39,4	40,5	22,2	62,6	
Augmentation/Diminution de capital						0,4	0,4	
Titres d'autocontrôle	45 359	(1)						
Valorisation des paiements fondés sur les actions								
Dividendes distribués				(50,8)	(50,8)	(26,4)	(77,2)	
Variations de périmètre			0,2	(1,7)	(1,5)	6,2	4,7	
Au 30 juin 2015	62 711 706	10,5	(25,7)	745,2	730,2	214,1	944,3	
Résultat global pour le second semestre 2015			(0,9)	67,8	66,9	1,3	68,2	
Augmentation/Diminution de Capital				0,2	0,2	2,0	2,2	
Titres d'autocontrôle	6 430	(1)		0,1	0,1		0,1	
Valorisation des paiements fondés sur les actions								
Dividendes distribués								
Variations de périmètre			(0,4)	(1,8)	(2,2)	(0,4)	(2,6)	
Au 31 décembre 2015	62 718 136	10,5	(27,0)	811,5	795,1	217,0	1 012,2	
Résultat global pour le premier semestre 2016			(14,1)	37,1	23,0	12,6	35,6	
Augmentation/Diminution de Capital				(2,9)	(2,9)	6,8	3,9	
Titres d'autocontrôles	39 015	(1)		(0,4)	(0,4)		(0,4)	
Valorisation des paiements fondés sur les actions								
Dividendes distribués				(50,8)	(50,8)	(29,6)	(80,4)	
Variations de périmètre			0,3	1,8	2,1	(0,8)	1,3	
Au 30 juin 2016	62 718 050	10,5	(40,8)	796,4	766,1	206,0	972,1	

⁽¹⁾ Dans le cadre de l'accord de liquidité et de rachats d'actions pour les plans d'actions de performance.

Notes annexes résumées aux états financiers consolidés

Note 1 Généralités	22
Note 2 Principes et méthodes comptables	22
Note 3 Périmètre de consolidation	23
Note 4 Secteurs opérationnels.....	23
Note 5 Paiement sur la base d'actions	26
Note 6 Plan d'intéressement à long terme	27
Note 7 Autres produits et charges opérationnels non courants.....	27
Note 8 Produits et Charges financiers	28
Note 9 Impôt sur le revenu.....	28
Note 10 Résultats par action	29
Note 11 Autres éléments du résultat global	30
Note 12 Capitaux propres.....	30
Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie	30
Note 14 Dettes financières brutes	31
Note 15 Endettement financier net	32
Note 16 Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers	32
Note 17 Exposition aux risques de change	33
Note 18 Instruments dérivés en valeur de marché	36
Note 19 Notes au tableau des flux de trésorerie	36
Note 20 Evolution des passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels.....	37
Note 21 Parties liées	37
Note 22 Événements postérieurs à la clôture	37

Note 1 Généralités

Le groupe CFAO, composé de la société CFAO SA (la « Société ») et de ses filiales (collectivement le « groupe CFAO » ou le « Groupe ») est un leader de marques de détail spécialisé dans ses métiers clés en Afrique et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer.

CFAO est un acteur majeur de l'importation et de la distribution de véhicules automobiles, de l'importation et de la distribution de produits pharmaceutiques et des prestations de services logistiques y afférent, de certaines activités industrielles, et de certains services technologiques en Afrique et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer.

Le Groupe est aujourd'hui présent en France, dans 34 pays d'Afrique, dans 7 Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer, au Vietnam, au Cambodge et à l'île Maurice. Il dispose également d'implantations au Portugal, au Danemark, en Belgique, en Italie et en Inde pour ses activités logistiques et d'approvisionnement.

CFAO, la société mère du Groupe, est une société anonyme de droit français à Conseil de Surveillance et Directoire, dont le siège social se situe 18, rue Troyon, 92310 Sèvres. Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 552 056 152. CFAO SA est soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce.

Le Groupe a établi ses premiers états financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2008.

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 du Groupe CFAO ont été arrêtés par le Directoire le 25 juillet 2016 et sont présentés en euros.

Note 2 Principes et méthodes comptables

Principes généraux et déclaration de conformité

Les états financiers consolidés résumés du Groupe CFAO au 30 juin 2016 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date. Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire, telle qu'adoptée par l'Union Européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2015.

Référentiel IFRS appliqué

Les états financiers consolidés résumés sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers 2015, à l'exception de l'impôt sur le résultat et des avantages au personnel, qui font l'objet de méthodes d'évaluation spécifiques (note 2.1).

Les normes, amendements et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015, et 2016 sont les suivants :

IFRIC 21 : aide à déterminer la date à laquelle un élément de passif peut être comptabilisé au titre d'un prélèvement imposé par une autorité publique, à la fois pour les prélèvements comptabilisés selon la norme IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels et ceux dont la date et le montant sont certains. L'impact sur le compte de résultat sur juin 2016 est de 1,8 millions d'euros.

Cette interprétation n'a pas eu d'impact significatif sur le groupe et n'a pas été retraitée en juin 2015.

2.1. Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

2.1.1. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de la période (exigible et différée) est déterminée à partir du taux effectif d'impôt estimé pour la période, pour chaque entité.

2.1.2. Avantages du personnel et assimilés

Sauf événement particulier au cours de la période, il n'est procédé à aucune évaluation actuarielle pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés. La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi correspond à la moitié de la charge nette calculée pour l'exercice 2016, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015.

2.1.3. Saisonnalité de l'activité

Quelles que soient les divisions du Groupe, le degré de saisonnalité de l'activité n'est pas significatif.

2.2. Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés résumés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La Direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Les principales estimations faites par la Direction du Groupe pour l'établissement des états financiers consolidés résumés concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, des impôts différés et des dérivés.

Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont détaillées dans chacune des sections dédiées de l'annexe aux états financiers et notamment dans les notes suivantes :

Note 5 – Paiement sur la base d'actions;

Note 16 – Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers;

Note 17 – Exposition aux risques de change.

Pour les tests de dépréciation d'actifs non financiers, les Unités Génératrices de Trésorerie retenues correspondent aux divisions retenues dans le découpage des secteurs opérationnels (voir note 4).

Note 3 Périmètre de consolidation

Depuis le 30 juin 2015, les variations de périmètre suivantes sont intervenues :

En 2015, CFAO a créé une co-entreprise avec Heineken pour produire de la bière en Côte d'Ivoire. Cette société, Brassivoire, est actuellement consolidée par mise en équivalence.

Le 28 juin 2016, CFAO a signé un accord avec Wendel et FFC (société détenue conjointement par CDC International Capital et Qatar Investment Authority) pour l'acquisition respective de 40% et 20% du capital de la société foncière « SGI AFRICA », créée en 2015 par CFAO pour accompagner le plan de développement de l'enseigne Carrefour et du « Club de Marques » en Afrique. CFAO co-contrôlant dorénavant SGI AFRICA, celle-ci est désormais consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à hauteur de 40%.

Les autres variations du périmètre de consolidation du Groupe n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

Note 4 Secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Président du Directoire ou ses membres, qui forment le principal organe de décision opérationnel du Groupe.

Un secteur opérationnel au sens de la norme IFRS 8 est une composante du Groupe engagée dans des

activités susceptibles de générer des revenus et d'encourir des dépenses, dont les résultats opérationnels sont régulièrement revus par l'organe de décision opérationnel et pour laquelle une information distincte est disponible.

Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne, selon des indicateurs de performance communs à l'ensemble des secteurs.

Les secteurs présentés au titre de l'information sectorielle sont des secteurs opérationnels ou des regroupements de secteurs opérationnels similaires.

Début 2016, l'organisation de CFAO s'articulait autour de trois pôles de développement stratégiques :

- Equipements et services : Automotive, Equipment et Services (les activités Équipements et Services de location font désormais partie de ce secteur d'activité) et Technologies;
- Santé : représenté par la division Eurapharma;
- Biens de consommation : FMCG Industries et Distribution (qui incluent les boissons, les produits en plastique et les activités FMCG) et CFAO Retail.

La division Holdings et autres regroupe principalement les coûts du siège à Sèvres et tous les services transversaux non affectés aux divisions opérationnelles.

Il n'y a pas eu d'agrégation de secteurs opérationnels depuis l'exercice se terminant le 31 décembre 2015. Les données de gestion utilisées pour évaluer la performance d'un secteur sont établies conformément aux principes IFRS, que le Groupe applique pour ses états financiers consolidés.

La performance de chaque secteur opérationnel est mesurée à partir de son résultat opérationnel courant et du résultat net part du Groupe, selon la méthode utilisée par le principal décideur opérationnel.

4.1 Informations par division

	Biens de consommation	Santé	Equipements et Services	Holding et autres	Eliminations	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Au 30 juin 2016						
Produits des activités ordinaires	179,6	637,9	939,3		(82,6)	1 674,2
– hors Groupe	160,2	637,7	876,3	0,0		1 674,2
– Groupe	19,4	0,2	63,0	(0,0)		82,6
Résultat opérationnel courant	8,2	49,5	55,6	(13,3)		100,0
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	13,0	4,7	19,2	0,6	(0,0)	37,5
Prix de cession des parcs de location			2,7			2,7
Autres produits et charges opérationnelles courantes sans contrepartie en trésorerie	(2,3)	(3,0)	(1,8)	(8,3)	(0,0)	(15,4)
Acquisitions parcs de location	0,0		9,8			9,8
Autres acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	23,6	8,2	16,9	0,5		49,2
Actifs sectoriels	332,7	722,2	1 203,8	56,1		2 314,8
Passif sectoriels	60,7	296,8	447,0	33,7		838,2

	Biens de consommation	Santé	Equipements et Services	Holding et autres	Eliminations	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Au 30 juin 2015						
Produits des activités ordinaires	187,0	628,4	938,2		(77,5)	1 676,2
– hors Groupe	168,3	628,4	879,4	0,1		1 676,2
– Groupe	18,6	0,0	58,9	(0,1)		77,5
Résultat opérationnel courant	26,4	48,7	60,4	(15,7)		119,9
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	9,9	4,2	17,4	0,5	(0,0)	32,0
Prix de cession des parcs de location			3,1			3,1
Autres produits et charges opérationnelles courantes sans contrepartie en trésorerie	(0,6)	0,9	(11,6)	(1,6)	0,0	(12,9)
Acquisitions parcs de location	0,0		8,6		0,0	8,6
Autres acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	34,0	13,7	13,6	0,8	(0,0)	62,0
Actifs sectoriels	335,7	719,4	1 276,6	31,5	0,0	2 363,2
Passif sectoriels	60,7	317,6	471,3	13,9	0,0	863,6

	Biens de consommation	Santé	Equipements et Services	Holding et autres	Eliminations	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Au 31 décembre 2015						
Produits des activités ordinaires	389,7	1 251,5	1 962,6		(168,1)	3 435,7
– hors Groupe	350,0	1 251,5	1 834,1	0,1		3 435,7
– Groupe	39,7	0,0	128,5	(0,1)		168,1
Résultat opérationnel courant	52,3	104,9	143,7	(31,7)		269,2
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	19,8	8,6	36,7	0,8		65,9
Prix de cession des parcs de location			6,3			6,3
Autres produits et charges opérationnelles courantes sans contrepartie en trésorerie	(1,0)	(2,4)	(8,5)	(5,2)		(17,1)
Acquisitions parcs de location	0,0		18,2			18,2
Autres acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	79,0	23,9	44,9	1,5		149,3
Actifs sectoriels	382,9	713,3	1 261,8	38,4		2 396,3
Passif sectoriels	70,7	311,5	481,4	16,3		879,9

4.2 Informations par zone géographique

Les informations sont présentées par zone géographique sur la base de la localisation géographique des clients pour les produits des activités ordinaires et sur la base de l'implantation géographique des actifs pour les actifs sectoriels non courants à l'exception de la zone France – Export qui correspond aux ventes export à des clients externes au Groupe CFAO.

Une description détaillée est également fournie pour chaque pays représentant plus de 5 % du chiffre d'affaires du Groupe.

	Afrique subsaharienne francophone	Afrique subsaharienne anglophone et lusophone	Collectivités territoriales d'outre-mer et autres	Maghreb	Autres	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Au 30 juin 2016						
Produits des activités ordinaires	788,2	212,0	398,4	67,7	207,9	1 674,2
Actifs sectoriels non courants	401,2	57,9	95,8	74,9	107,5	737,3
Au 30 juin 2015						
Produits des activités ordinaires	758,4	232,2	383,9	124,8	176,8	1 676,2
Actifs sectoriels non courants	391,6	68,5	95,2	79,2	96,0	730,5
Au 31 décembre 2015						
Produits des activités ordinaires	1 599,6	472,8	766,1	219,6	377,7	3 435,7
Actifs sectoriels non courants	437,8	66,4	97,4	77,8	107,3	786,8

	Congo	La Réunion	Côte d'Ivoire	Cameroun	Antilles	Nigeria	Algérie
<i>(en millions d'euros)</i>							
Au 30 juin 2016							
Produits des activités ordinaires	154,6	131,7	129,7	121,1	114,8	63,2	46,0
En % du chiffre d'affaires	9,2%	7,9%	7,7%	7,2%	6,9%	3,8%	2,7%
Actifs sectoriels non courants	201,2	21,3	43,3	18,3	12,2	22,8	33,6
En % total des actifs sectoriels non courants	27,3%	2,9%	5,9%	2,5%	1,7%	3,1%	4,6%
Au 30 juin 2015							
Produits des activités ordinaires	164,6	129,0	111,4	115,4	114,3	90,3	98,7
En % du chiffre d'affaires	9,8%	7,7%	6,6%	6,9%	6,8%	5,4%	5,9%
Actifs sectoriels non courants	185,0	21,6	52,7	18,3	12,1	35,0	36,3
En % total des actifs sectoriels non courants	25,3%	3,0%	7,2%	2,5%	1,7%	4,8%	5,0%
Au 31 décembre 2015							
Produits des activités ordinaires	330,8	258,8	244,1	241,8	227,8	180,7	170,7
En % du chiffre d'affaires	9,6%	7,5%	7,1%	7,0%	6,6%	5,3%	5,0%
Actifs sectoriels non courants	199,9	22,1	76,9	19,4	12,0	31,9	35,9
En % total des actifs sectoriels non courants	25,4%	2,8%	9,8%	2,5%	1,5%	4,1%	4,6%

Note 5 Paiement sur la base d'actions

De 2010 à 2012, le Groupe a mis en place un plan d'options de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites. L'ensemble de ces plans est acquis.

TTC détient 97,8 % de CFAO après en avoir pris le contrôle en 2012. Compte tenu de la réduction de la liquidité du titre CFAO, un contrat de liquidité a été conclu entre TTC et les bénéficiaires des plans d'options de souscription d'actions et d'attribution d'actions gratuites.

Note 6 Plan d'intéressement à long terme

Plusieurs plans d'intéressement à long terme sont désormais consentis au lieu de paiements sur la base d'actions du fait du manque de liquidité susmentionné. Ils sont assortis de conditions de présence et de performance, et d'une période d'acquisition des droits de quatre ans. La condition de performance est capée à 120% et présente un seuil désactivant à 80%.

Les droits sont acquis progressivement à condition de continuer à faire partie du personnel de toute société du Groupe TTC (à hauteur de 33 % à la fin de l'exercice 2, 66 % à la fin de l'exercice 3 et 100 % à la fin de l'exercice 4). La charge est répartie linéairement sur ces quatre ans et est réestimée à chaque fin de semestre.

Un premier plan a été consenti le 7 novembre 2013. Le critère de performance est lié à une croissance annuelle de 7 % du résultat opérationnel courant entre 2013 et 2016. Ce plan d'intéressement, d'une valeur de 7,1 millions d'euros (incluant les cotisations versées par l'employeur), a bénéficié à 631 personnes. Comme la condition de performance était très en-dessous du seuil désactivant, la charge globale du plan a été annulée.

Un second plan a été consenti le 1er juillet 2014. Le critère de performance est lié à une croissance annuelle de 7 % du résultat net part du Groupe entre 2014 et 2017. Ce plan d'intéressement, d'une valeur de 7,8 millions d'euros (incluant les cotisations versées par l'employeur), a bénéficié à 669 personnes.

Un troisième plan a été consenti le 1er juillet 2015. Le critère de performance est lié à une croissance annuelle de 7 % du résultat net part du Groupe entre 2015 et 2018. Ce plan d'intéressement, d'une valeur de 5,8 millions d'euros (incluant les cotisations versées par l'employeur), a bénéficié à 186 personnes.

Un produit de 1,6 millions d'euros a été comptabilisé à fin juin 2016 au titre des plans d'intéressement à long terme du fait de l'annulation de la charge du plan 2013. Ces différents plans sont comptabilisés selon la norme IAS 19 révisé.

Note 7 Autres produits et charges opérationnels non courants

(en millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Produits opérationnels non courant	14,6	11,6
Produits nets de cessions d'immobilisations opérationnelles	9,3	7,3
Produits nets des cessions de participations	(0,3)	0,9
Indemnité Nissan en Nouvelle-Calédonie		3,0
Reprise de provision pour risques	3,4	
Gain sur réévaluation de titres SGI Africa	2,2	
Autres		0,3
Charges opérationnelles non courantes	(1,3)	(6,3)
Frais de restructuration au Maghreb	(1,2)	(3,3)
Autres	(0,1)	(3,0)
Résultat opérationnel non courant	13,3	5,3

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe regroupent les éléments inhabituels de nature à perturber l'évaluation de la performance financière de chaque division.

Le solde net de ce poste fait ressortir un revenu de 13,3 millions d'euros pour le premier semestre 2016, dont une plus-value de 8,4 millions d'euros sur la cession d'un terrain au Nigéria.

Ce montant inclus également la revalorisation des titres SGI Africa à leur valeur marché, suite à la perte de contrôle au profit du co-contrôle avec Wendel et FFC. La plus-value dégagée est de 2,2 millions d'euros.

Les frais de restructuration sont liés à l'arrêt de l'activité deux-roues au Maroc.

En 2015, ce poste faisait ressortir une plus-value de 5.3 millions d'euros essentiellement sur la cession d'actifs au Maroc et à Tahiti par la Division Équipement et Services. La plus-value sur la cession d'investissements provient de la cession de la filiale OHE au Vietnam par la Division Équipement et Services.

Note 8 Produits et Charges financiers

Les produits et charges financiers nets s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	30/06/2015
Coût de l'endettement financier net	(19,8)	(22,0)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0,1	0,4
Charges financières au coût amorti	(19,9)	(22,4)
Autres produits et charges financiers	(2,0)	(0,3)
Gains et pertes sur la juste valeur des instruments de couverture de change ⁽¹⁾	(0,2)	0,2
Gains et pertes de change	(1,4)	(0,5)
Dividendes et acomptes reçus	0,8	1,7
Effet de l'actualisation des actifs et passifs	(0,0)	(0,4)
Autres charges financières	(1,2)	(1,3)
Total	(21,8)	(22,3)

(1) Cette ligne correspond à l'inefficacité de la couverture en juste valeur

Les charges financières au coût amorti correspondent essentiellement aux intérêts sur les découverts bancaires.

L'impact net sur le résultat de la portion inefficace de la couverture de change est une perte de 0,2 million d'euros. Ce poste reflète (i) une perte de 6,2 millions d'euros correspondant aux variations de la juste valeur des engagements, et (ii) un gain de 6 millions d'euros correspondant aux variations de la juste valeur d'instruments dérivés.

Les autres charges financières incluent les frais d'escomptes.

Note 9 Impôt sur le revenu

Le taux d'impôt du Groupe se détermine comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	30/06/2015
Résultat avant impôt	91,5	102,9
Capacité d'autofinancement liée à l'impôt	(42,8)	(42,4)
Impôt sur éléments exceptionnels	1,2	0,2
Charge d'impôt exigible	(41,6)	(42,2)
Produit/ (charge) d'impôt différé	1,4	0,2
Charge totale d'impôt	(40,2)	(42,0)
Taux effectif d'imposition	43,9%	40,8%

Le taux d'impôt applicable en France est le taux de base de 33,33 %, augmenté de : (i) la contribution sociale de 1,1% appliquée au taux de base, qui atteint donc 34.43 %.

Note 10 Résultats par action

Les résultats nets par action sont calculés sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sous déduction du nombre moyen pondéré d'actions détenues par des sociétés consolidées.

Les résultats nets par action dilués prennent en compte le nombre moyen pondéré d'actions défini ci-avant pour le calcul du résultat net par action majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentiellement dilutives.

Comme tous les plans de stock-options et d'actions gratuites ont été livrés, il n'y a plus de dilution potentielle.

Résultat par action au 30 juin 2016

<i>(en million d'euros)</i>	Groupe consolidé
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	36,9
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	62 241 254
Nombre moyen pondéré de titres d'autocontrôle	39 862
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	62 281 117
Résultat de base par action (en euros)	0,59
<hr/>	
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	36,9
Options de souscription d'actions	
Actions gratuites	
Résultat net part du Groupe dilué	36,9
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	62 281 117
Options de souscription d'actions	
Action gratuites	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	62 281 117
Résultat dilué par action (en euros)	0,59

Résultat par action au 30 juin 2015

<i>(en millions d'euros)</i>	Groupe consolidé
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	43,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	61 897 379
Nombre moyen pondéré de titres d'autocontrôle	(44 536)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 852 844
Résultat de base par action (en euros)	0,70
<hr/>	
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	43,1
Options de souscription d'actions	
Actions gratuites	
Résultat net part du Groupe dilué	43,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 852 844
Options de souscription d'actions	
Actions gratuites	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	61 852 844
Résultat dilué par action (en euros)	0,70

Note 11 Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global sont principalement composés :

des profits et des pertes résultant de la conversion des états financiers d'une activité à l'étranger ;

des éléments relatifs à l'évaluation des obligations au titre des avantages du personnel : excédents des actifs des régimes de retraite non comptabilisés et écarts actuariels constatés sur les régimes à prestations définies.

Les montants de ces éléments, avant et après effets d'impôt liés sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Brute	Impôt	Net
Ecart de conversion et autres	1,4		1,4
Gains et pertes actuariels	(0,1)		(0,1)
Autres résultat global (charge) au 30 juin 2016	1,3		1,3
Ecart de conversion et autres	1,3		1,3
Gains et pertes actuariels	1,2	(0,4)	0,8
Autres résultat global (charge) au 31 décembre 2015	2,4	(0,4)	2,0
Ecart de conversion et autres	(15,3)		(15,3)
Gains et pertes actuariels			
Autres résultat global (charge) au 30 juin 2015	(15,3)		(15,3)

Note 12 Capitaux propres

Au 30 juin 2016, le capital social s'élève à 10 459 512 euros. Il est composé de 62 757 065 actions entièrement libérées.

L'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 a validé la distribution d'un dividende de 0,81 euros par action au titre de cet exercice, soit 50,8 millions d'euros au total.

Le dividende distribué avait été de 0,81 euros par action au titre de l'exercice 2014, soit 50,8 millions d'euros au total.

Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	30/06/2015
Trésorerie	218,0	216,7
Equivalents de trésorerie	0,3	0,0
Total	218,3	216,7

Sur les 218,3 millions d'euros de trésorerie, 86,5 millions d'euros (contre 89,0 millions d'euros au 30 juin 2015) sont des positions actives issues de la gestion des comptes des centrales d'achats et de la Holding CFAO.

Note 14 Dettes financières brutes

(en millions d'euros)	30/06/2016	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Dettes financières à long terme	319,2		48,9	249,8	12,9	4,3	3,3
Obligations	8,7		2,9	2,9	2,9		
Lignes de crédit confirmées	230,0			230,0			
Autres dettes bancaires	51,1		22,6	13,0	8,7	3,5	3,3
Emprunts sur immobilisations acquises en crédit-bail	6,1		1,8	3,0	0,9	0,4	
Participation des salariés au résultat de l'entreprise	1,3		0,5	0,3	0,3	0,2	
Autres dettes financières	22,0		21,1	0,6	0,1	0,2	
Emprunts et dettes financières à court terme	485,0	485,0					
Obligations	2,9	2,9					
Lignes de crédit confirmées	10,8	10,8					
Autres dettes bancaires	20,5	20,5					
Participation des salariés au résultat de l'entreprise	0,1	0,1					
Découverts bancaires	444,4	444,4					
Autres dettes financières	6,3	6,3					
Total	804,2	485,0	48,9	249,8	12,9	4,3	3,3
%		60,3%	6,1%	31,1%	1,6%	0,5%	0,4%

Au 30 juin 2016, l'ensemble de la dette brute est comptabilisé au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les autres dettes financières incluent un passif financier de 18,4 millions d'euros pour les options de vente consenties aux actionnaires minoritaires des sociétés suivantes :

Fazzini : 15% ;

Holding des sociétés en Nouvelle-Calédonie : 26 % ;

Holding Mission Pharma : 20 %.

Le passif financier calculé pour les options de vente est un multiple du résultat opérationnel courant ou de l'EBITDA (résultat opérationnel courant, plus la dépréciation, l'amortissement et les provisions sur actifs opérationnels non courants comptabilisés dans le résultat opérationnel courant), moins l'endettement financier net.

Dans les emprunts et dettes financières à long terme figure principalement le tirage sur le crédit syndiqué pour un montant de 230 millions d'euros sur un total de ligne confirmée de 400 millions d'euros. CFAO a conclu le 17 décembre 2013 un nouveau contrat de crédit renouvelable sur 5 ans de 400 millions d'euros, qui couvre le refinancement d'un crédit renouvelable existant de 300 millions d'euros contracté par CFAO le 7 décembre 2009. Ce crédit a été classé en lignes de crédit confirmées non courantes au vu de son échéance à moins de 4 ans.

Le Groupe a respecté les clauses restrictives relatives aux facilités de crédit au 30 juin 2016.

Les intérêts courus figurent dans la rubrique « Autres dettes financières ».

La part des dettes à plus d'un an représente 39,7 % de la dette brute au 30 juin 2016 (28,7 % au 30 juin 2015).

Note 15 Endettement financier net

L'endettement financier net du Groupe s'établit comme suit :

(En millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Dettes financières brutes	(804,2)	(779,6)	(741,7)
Trésorerie	218,3	216,7	201,7
Endettement financier net	(585,8)	(562,9)	(540,0)

Note 16 Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers

Les principes de mesure des instruments financiers et leur valeur de marché au 30 juin 2016 s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2016		Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti	Instruments dérivés admissibles à la comptabilité de couverture
	Valeur comptable	Valeur de marché				
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	84,7	84,7	15,4	59,8	9,5	
Actif courant						
Créances Clients	524,2	524,2			524,2	
Autres actifs financiers courants	12,4	12,4			3,7	8,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	218,3	218,3	0,3		218,0	
Passif non courant						
Dettes financières à long terme	319,2	319,2			319,2	
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	485,0	485,0			485,0	
Autres passifs financiers courants	10,8	10,8			6,7	4,1
Dettes fournisseurs	499,9	499,9			499,9	

(en millions d'euros)	30/06/2015		Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti	Instruments dérivés admissibles à la comptabilité de couverture
	Valeur comptable	Valeur de marché				
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	64,1	64,1	10,4	44,5	9,1	
Actif courant						
Créances Clients	544,9	544,9			544,9	
Autres actifs financiers courants	7,4	7,4			1,9	5,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	216,7	216,7	0,0		216,7	
Passif non courant						
Dettes financières à long terme	223,4	223,4			223,4	
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	556,2	556,2			556,2	
Autres passifs financiers courants	22,1	22,1			12,4	9,7
Dettes fournisseurs	520,1	520,1			520,1	

Les actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur sont déterminés comme suit :

Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif.

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la valeur de marché. Au 30 juin 2016, il n'y a pas d'élément évalué à la juste valeur sur cette base.

Niveau 2 : modèle interne avec paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne

Ces techniques font appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours des contrats à terme, courbes de taux, etc.). Le prix de la majorité des instruments financiers dérivés négociés sur des marchés est calculé sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.

Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables.

La juste valeur permettant de déterminer les valeurs comptables retenues est une estimation raisonnable de leur valeur de marché. Cette méthode concerne essentiellement les actifs financiers non courants.

En 2016, les modalités d'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs financiers n'ont pas été modifiées.

(en millions d'euros)	30/06/2016		30/06/2015		31/12/2015	
	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur Comptable	Valeur de marché	Valeur Comptable	Valeur de marché
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	84,7	84,7	64,1	64,1	69,8	69,8
Actif courant						
Créances Clients	524,2	524,2	544,9	544,9	538,6	538,6
Autres actifs financiers courants	12,4	12,4	7,4	7,4	4,8	4,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	218,3	218,3	216,7	216,7	201,7	201,7
Passif non courant						
Dettes financières à long terme	319,2	319,2	223,4	223,4	219,2	219,2
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	485,0	485,0	556,2	556,2	522,6	522,6
Autres passifs financiers courants	10,8	10,8	22,1	22,1	9,2	9,2
Dettes fournisseurs	499,9	499,9	520,1	520,1	528,4	528,4

Note 17 Exposition aux risques de change

Le Groupe CFAO utilise pour la gestion du risque de change des instruments dont les encours représentés par leur notionnel sont les suivants :

(en millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Contrats de change à terme et Swaps de devises	129,8	119,9	62,2
Total	129,8	119,9	62,2

Le Groupe utilise essentiellement des contrats de change à terme pour couvrir les risques commerciaux export et import et pour couvrir les risques financiers nés en particulier des opérations de refinancement intragroupe en devises.

Certaines filiales locales (Maroc, Kenya) souscrivent et comptabilisent des contrats d'achat à terme. Au 30 juin 2016, les encours représentés par leur notionnel s'élevaient à 45,5 millions d'euros.

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 39, ces instruments dérivés ont été analysés au regard des critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture. Au 30 juin 2016, la répartition des instruments dérivés en couvertures documentées s'établissait comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2016	Yen Japonais	Dollar Américain	Euro	Autres	30/06/2015	31/12/2015
Couverture de juste valeur							
Achats à terme & swaps d'achat à terme	282,3	85,7	172,1	17,2	7,3	280,2	243,2
Ventes à terme & swaps de ventes à terme	-152,5	-7,1	-144,0	0,0	-1,4	-160,3	-181,0
Total	129,8	78,6	28,1	17,2	5,9	119,9	62,2

La colonne « Autres » correspond principalement aux opérations réalisées en rands sud-africains et en livres sterling.

Ces instruments dérivés de change sont comptabilisés au bilan en valeur de marché à la date de clôture.

L'exposition au risque de change du bilan s'analyse de la façon suivante au 30 juin 2016 :

(en millions d'euros)	30/06/2016	Euro	Dollar Américain	Yen Japonais	Autres	31/12/2015
CENTRALES D'ACHAT						
Créances des centrales d'achat	77,5		73,1	4,4	0,0	79,9
Dettes des centrales d'achat	83,2		50,5	32,4	0,3	77,4
Exposition brute au bilan – centrales d'achat	-5,7	0,0	22,6	-28,0	-0,3	2,5
Commandes clients	59,5		55,3	2,9	1,3	72,8
Commandes fournisseurs	130,1		81,6	42,1	6,4	131,7
Exposition brute prévisionnelle – centrales d'achat	-70,6	0,0	-26,3	-39,2	-5,1	-58,9
Exposition brute avant couverture – centrales d'achat	-76,3	0,0	-3,7	-67,2	-5,4	-56,4
Instrument de couverture – centrales d'achat	87,5		3,5	78,4	5,6	60,6
Exposition nette après couverture – centrales d'achat	11,2	0,0	-0,2	11,2	0,2	4,1

Les centrales d'achats de CFAO couvrent le risque de change au bilan (factures clients et fournisseurs) et prévisionnel (commandes confirmées fournisseurs et clients) par rapport à leur devise de comptabilisation qui est l'euro.

(en millions d'euros)	30/06/2016	Euro	Dollar Américain	Yen Japonais	Autres	31/12/2015
Refinancement inter-sociétés						
Actifs financiers	3,6	0,0	3,6	0,0	0,0	4,0
Passifs financiers	-0,4	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,4
Exposition brutes avant couverture	3,2	0,0	3,6	0,0	-0,4	3,5
Instrument de couverture	-3,2	0,0	-3,6	0,0	0,4	-3,5
Exposition nette après couverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

(en millions d'euros)	30/06/2016	Euro	Dollar Américain	Yen Japonais	Autres	31/12/2015
FILIALES HORS CENTRALES D'ACHAT						
Filiales ayant recours aux instruments de couverture						
Créances des filiales couvrant le risqué de change	8,5		8,5			25,6
Dettes des filiales couvrant le risque de change	54,1	17,2	36,8	0,1		30,7
Exposition brute au bilan	-45,6	-17,2	-28,3	-0,1	0,0	-5,2
Commandes clients	0,0					
Commandes fournisseurs	0,0					
Exposition brute prévisionnelle – centrales d'achat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exposition brute avant couverture	-45,6	-17,2	-28,3	-0,1	0,0	-5,2
Opérations de couverture des filiales couvrant le risqué de change	45,5	17,2	28,3	0,1	0,0	5,2
Exposition nette après couverture du risque de change par les filiales couvrant le risqué de change	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Certaines filiales peuvent utiliser des instruments pour couvrir l'exposition au risque de change de leur dette libellée en dollar US ou en Euros et leur devise de comptabilisation (Dirham marocain, Shilling Kenyan).

(en millions d'euros)	30/06/2016	Euro	Dollar Américain	Yen Japonais	Autres	31/12/2015
FILIALES NON COUVERTES						
FILIALES n'ayant pas recours aux instruments de couverture						
Créances des filiales	79,4	34,7	28,4	0,0	16,3	33,6
Dettes des filiales	108,3	43,6	57,9	0,7	6,1	125,8
Trésorerie	15,1	6,3	5,9	0,0	2,9	14,2
Dettes financières	59,7	29,9	29,2	0,0	0,6	51,0
Exposition brute au bilan	-73,5	-32,5	-52,8	-0,7	12,5	-129,0
Instruments de couverture	0,0					
Exposition nette après couverture – centrales d'achat	-73,5	-32,5	-52,8	-0,7	12,5	-129,0

Les filiales hors centrales d'achats et qui n'ont pas recours aux instruments de couverture du risque de change pour des contraintes réglementaires sont exposées au risque de variation de leur devise de comptabilisation par rapport aux dettes et créances d'exploitation ou financières libellées en euros ou en dollar US.

Le tableau précédant n'inclut pas l'exposition de l'actif et du passif libellés en euros des filiales de la zone franc CFA, car le taux de change de cette devise est fixe par rapport à l'euro. Ces éléments s'élevaient à 146,5 millions d'euros au 30 juin 2016.

En synthèse la position nette consolidée du Groupe ressort comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2016	Euro	Dollar Américain	Yen Japonais	Autres	31/12/2015
Groupe CFAO						
Créances	165,8	35,1	110,0	4,4	16,3	140,7
Dettes	386,6	201,8	145,2	33,2	6,4	395,3
Trésorerie	18,8	6,4	9,5	0,0	2,9	18,3
Dettes financières	65,2	35,8	29,2	0,0	0,2	51,7
Exposition brute au bilan	-267,2	-196,1	-54,9	-28,8	12,6	-288,0
Commandes clients	59,5	0,0	55,3	2,9	1,3	72,8
Commandes fournisseurs	130,1	0,0	81,6	42,1	6,4	131,7
Exposition brute prévisionnelle	-70,6	0,0	-26,3	-39,2	-5,1	-58,9
Exposition brute avant couverture	-337,8	-196,1	-81,2	-68,0	7,5	-346,9
Instruments de couverture	129,8	17,2	28,1	78,5	6,0	62,2
Exposition nette après couverture	-208,0	-178,9	-53,1	10,5	13,5	-284,7

Analyse de sensibilité au risque de change

Sur la base des données de marché en date de clôture, l'impact d'une variation instantanée de 10 % des cours de change des devises d'achat non couvertes par rapport aux monnaies locales (hors franc CFA) serait de 7,4 millions d'euros à fin juin 2016.

Cette analyse exclut les effets liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans sa devise de présentation (l'euro).

Ce calcul prend comme hypothèse que toutes les autres variables de marché seraient réputées constantes dans la détermination de la sensibilité.

NOTE 18 Instruments dérivés en valeur de marché

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques de change. Le Groupe n'a pas de couverture de flux de trésorerie ni de couverture d'investissement net.

Au 30 juin 2016, 30 juin 2015 et au 31 décembre 2015, conformément à la norme IAS 39, les valeurs de marché des instruments financiers dérivés figurent au bilan à l'actif dans la rubrique « Autres actifs financiers courants » et au passif dans la rubrique « Autres passifs financiers courants ».

La juste valeur des dérivés de change est enregistrée en autres actifs financiers ou passifs financiers courants.

(en millions d'euros)	30/06/2016	Risque de taux d'intérêt	Risque de change	Autres risques de marché	30/06/2015	31/12/2015
Dérivés actif	8,7		8,7		5,5	3,9
Non courant						
Courant	8,7		8,7		5,5	3,9
Couvertures de juste valeur	8,7		8,7		5,5	3,9
Dérivés passif	4,1		4,1		9,7	5,3
Non courant						
Courant	4,1		4,1		9,7	5,3
Couvertures de juste valeur	4,1		4,1		9,7	5,3
Total	4,6		4,6		(4,2)	(1,5)

Note 19 Notes au tableau des flux de trésorerie

La trésorerie nette des découverts bancaires et des comptes de trésorerie créditeurs (incluant les intérêts courus) s'élève au 30 juin 2016 à (226,2) millions d'euros et correspond au montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie présenté dans l'état des flux de trésorerie.

(en millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan	218,3	216,7	201,7
Découverts bancaires	(444,5)	(499,9)	(478,5)
Comptes courants de trésorerie créditeurs	(0,0)	(2,8)	(0,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau de flux de trésorerie	(226,2)	(286,1)	(277,5)

19.1 Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ont atteint 59 millions d'euros sur le premier semestre 2016 (70,7 millions d'euros sur le premier semestre 2015).

19.2. Acquisitions et cessions de filiales

(en millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	(1,1)	(7,6)	(16,3)
Produit de cessions de filiales, net de la trésorerie cédée	3,3	1,3	7,7
Total	2,2	(6,4)	(8,6)

Il n'y a pas eu d'acquisition avec un impact significatif sur la trésorerie au premier semestre 2016. Les produits de cession concernent essentiellement la vente de la SCI Bain Lothi à Tahiti.

Au premier semestre 2015, les acquisitions des filiales ont concerné SICOBEL en Côte d'Ivoire dans le segment Biens de consommation et la Compagnie Mauritanienne de Distribution Automobile, distributeur de Toyota en Mauritanie dans le segment Équipement et Services.

Des contrats d'affacturage ont été mis en place chez Eurapharma :

14,5 million d'euros pour l'activité Importation et distribution sur les territoires CTOM, les créances sont cédées sur une base semestrielle ;

10,1million d'euros pour l'activité pré-wholesale en France, les créances sont cédées sur une base trimestrielle.

Les risques et avantages liés à ces créances sont transférés à la banque. Ces contrats ne sont pas comptabilisés au bilan.

Note 20 Evolution des passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels

20.1. Engagements donnés suite à des cessions d'actifs

Au cours du premier semestre 2016, aucune nouvelle convention de garantie de passif n'a été conclue par le Groupe.

20.2. Autres évolutions

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autres évolutions significatives des autres engagements donnés ou reçus par CFAO ou passifs éventuels au 30 juin 2016.

Brasseries du Congo a déposé plusieurs réclamations contentieuses auprès de l'administration congolaise concernant une taxe spéciale pour les sociétés s'élevant à 8,5 millions d'euros pour 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016. Cette taxe est assortie d'une pénalité de 100% ; la contestation globale de la taxe porte sur 21,6 millions d'euros. Cette demande n'est pas provisionnée. L'entreprise considère qu'elle est exonérée de cette taxe en vertu de sa convention d'investissement. Ces réclamations font l'objet d'un recours administratif précontentieux.

Note 21 Parties liées

Suite à l'offre publique d'achat lancée par Toyota Tsusho Corporation en 2012, ce dernier détient 97,50 % du Groupe CFAO et 97,57 % de ses droits de vote.

En 2015, un dividende au titre de l'exercice 2014 de 49,6 millions d'euros a été versé à TTC. En 2016, un dividende au titre de l'exercice 2015 de 50,8 millions d'euros a été versé à TTC.

Des achats de véhicules et pièces de rechange Toyota ont été réalisés au premier semestre 2016 par le Groupe CFAO auprès de filiales du Groupe TTC pour un montant de 4,8 millions d'euros. Un solde débiteur de 1,0 million d'euros ressort en autres passifs courants.

Des achats de véhicules et pièces de rechange Toyota ont été réalisés au premier semestre 2015 par le Groupe CFAO auprès de filiales du Groupe TTC pour un montant de 9,5 millions d'euros. Un solde débiteur de 1,0 million d'euros ressort en autres passifs courants.

Note 22 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a un impact significatif sur les comptes consolidés résumés arrêtés au 30 juin 2016.

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
92524 - Neuilly-sur-Seine Cedex

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 - Neuilly-sur-Seine Cedex

CFAO
Société Anonyme
18, rue Troyon
92316 Sèvres

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CFAO, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 28 juillet 2016

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

PricewaterhouseCoopers Audit

Thierry QUERON
Associé

Olivier AUBERTY
Associé